

f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrante pendant cinq ans à disposition de l'Administration.

V 4. § 1^{er}. L'impétrante transmet annuellement à l'Office wallon des déchets, Direction de la politique des déchets, une déclaration de transport de déchets. Cette déclaration ne doit pas être transmise si une déclaration est faite dans le cadre d'un enregistrement et pour le transport de déchets autres que dangereux.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrante conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

V 5. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

V 6. En exécution de l'article 18, § 1^{er}, du décret du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, l'impétrante transmet trimestriellement à l'Office wallon des déchets, Direction des Instruments économiques, une déclaration fiscale sur base des modèles communiqués par l'Office wallon des déchets.

V 7. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, à l'enregistrement délivré, il en opère notification à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des Déchets, qui en prend acte.

V 8. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 1013/2006/CE concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donné à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Vu pour être annexé à l'enregistrement n° 2015/1025 délivré à la SA Immoward.

Namur, le 15 juillet 2015.

Le Directeur,
Ir A. GHOSI

L'inspecteur général,
Ir A. HOUTAIN

Cachet de l'Office

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31596]

19 AOUT 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 31 janvier 2013 portant désignation des fonctionnaires compétents pour le recouvrement et la poursuite de certains montants

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004 adoptant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, notamment l'article 313/10;

Considérant les modifications apportées par l'ordonnance du 3 avril 2014 modifiant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires, qui permettent à la Région de Bruxelles-Capitale de recouvrer certaines sommes qui lui sont dues;

Considérant que les articles du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire modifiés par l'ordonnance du 3 avril 2014 doivent être exécutés;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A la liste prévue par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 31 janvier 2013 portant désignation des fonctionnaires compétents pour le recouvrement et la poursuite de certains montants il est ajouté :

« 16° prévues par l'article 313/10 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire. »

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31596]

19 AUGUSTUS 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 januari 2013 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor de inning en de invordering van bepaalde bedragen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 april 2004 houdende vaststelling van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en inzonderheid het artikel 313/10;

Overwegende de wijzigingen door de ordonnantie van 3 april 2014 tot wijziging van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen, die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in staat stellen bepaalde aan het Gewest verschuldigde bedragen te innen;

Overwegende dat de door de ordonnantie 3 april 2014 gewijzigde artikelen van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening moeten worden uitgevoerd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Aan de opsomming vervat in het eerste lid van artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 januari 2013 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor de inning en de invordering van bepaalde bedragen wordt toegevoegd :

"16° voorzien in artikel 313/10 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening"

Art. 2. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 août 2015.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

Le Ministre des Finances, du Budget, des Relations extérieures, et de la Coopération au Développement

G. VANHENGEL

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 19 augustus 2015.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister van Financiën, Begroting, Externe betrekkingen, en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2015/204192]

Sélection comparative de conseillers généraux pour le fonds des accidents médicaux (m/f) (niveau A4), francophones, pour l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (AFG15075)

Une liste de lauréats valable un an, sera établie après la sélection.

Outre cette liste des lauréats, une liste spécifique des lauréats (qui reste valable quatre ans) présentant un handicap est établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Diplômes requis à la date limite d'inscription :

. Diplôme de licencié/master, docteur, pharmacien, agrégé, ingénieur, ingénieur industriel, architecte, maître (diplôme de base du 2^e cycle) reconnus et délivrés par les universités belges et les établissements d'enseignement supérieur de type long, après au moins quatre ans d'études ou par un jury de l'Etat ou l'une des Communautés.

. Certificats délivrés aux lauréats de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou de licencié/master.

2. Expérience requise à la date limite d'inscription : minimum neuf années réparties dans les deux domaines suivants :

. Minimum trois ans dans le management d'une équipe ou d'un service ou d'un département comptant au moins vingt personnes;

ET

. Minimum trois ans dans le domaine de l'indemnisation de dommages corporels en droit commun, tant dans ses aspects juridiques que médicaux ET/OU dans le domaine de l'expertise médicale en droit commun.

3. Si vous êtes déjà fonctionnaire fédéral et vous ne travaillez pas pour l'organisme qui recrute, téléchargez une preuve de nomination de niveau A3 ou A4 (arrêté de nomination, extrait du *Moniteur belge*, preuve de votre employeur, prestation de serment ou arrêté d'accès) avant la date limite d'inscription et mentionnez l'historique complet de votre expérience professionnelle, emploi actuel inclus. Si vous avez déjà téléchargé votre preuve de nomination dans votre CV en ligne, inutile de répéter à nouveau cette opération. Les fonctionnaires fédéraux qui s'inscrivent via la mobilité interne ne doivent pas remplir les conditions liées au diplôme MAIS doivent posséder l'expérience requise.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2015/204192]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige adviseurs generaal van het Fonds voor de Medische Ongevallen (m/v) (niveau A4), voor het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (ANG15092)

Na de selectie wordt een lijst met geslaagden aangelegd, die één jaar geldig blijft.

Naast deze lijst van geslaagden wordt een bijzondere lijst opgesteld (die vier jaar geldig blijft) van de personen met een handicap die geslaagd zijn.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Vereiste diploma's op de uiterste inschrijvingsdatum :

. diploma van licentiaat/master, arts, doctor, apotheker, geaggregeerde van het onderwijs, ingenieur, industrieel ingenieur, architect, meester (basisopleiding van twee cycli), erkend en uitgereikt door de Belgische universiteiten en de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, voor zover de studies ten minste vier jaar hebben omvat, of door een door de Staat of een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissies;

. getuigschrift uitgereikt aan de laureaten van de Koninklijke Militaire School en die gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur of van licentiaat/master.

2. Vereiste ervaring op de uiterste inschrijvingsdatum : een relevante professionele ervaring van in totaal minstens negen jaar verdeeld in volgende domeinen :

. minstens drie jaar in het managen van een team of een dienst of een departement, van minstens twintig personen;

EN

. minstens drie jaar in het domein van de vergoeding van lichamelijke schade in het gemeen recht alsook in de juridische of medische aspecten ervan EN/OF in het domein van de medische expertise in het gemeen recht.

3. Als u al federaal ambtenaar bent en nog niet werkt voor de rekruterende instelling, laadt u uw bewijs van benoeming op niveau A3 of A4 (benoemingsbesluit, uittreksel uit het *Belgisch Staatsblad*, bewijs van de werkgever, bevorderingsbesluit of bewijs van eedaflegging) op vóór de uiterste inschrijvingsdatum en vult u uw volledige professionele ervaring in, inclusief uw huidige job. Als dit bewijs van benoeming al werd opgeladen in uw online-CV, moet u dit niet opnieuw doen. Federale ambtenaren die zich kandidaat stellen via mobiliteit dienen de diplomavooraarden niet in te vullen, maar moeten wel beschikken over de vereiste ervaring.